

**Assemblée générale**

Soixante et onzième session

Documents officiels

Distr. générale
6 janvier 2017
Français
Original : anglais

Cinquième Commission**Compte rendu analytique de la 14^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le lundi 28 novembre 2016, à 10 heures

Présidente : M^{me} King (Saint-Vincent-et-les Grenadines)
*Président du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires* : M. Sene

Sommaire

Hommage à la mémoire de l'ancien Président de Cuba Fidel Castro

Point 134 de l'ordre du jour : Budget-programme de l'exercice biennal 2016-2017
(*suite*)

Plan stratégique patrimonial de l'Office des Nations Unies à Genève

Point 142 de l'ordre du jour : Régime des pensions des Nations Unies

Point 139 de l'ordre du jour : Gestion des ressources humaines (*suite*)

*Application au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies du nouvel
ensemble de prestations des organisations appliquant le régime commun*

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef du Groupe de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

16-20966X (F)



Merci de recycler



La séance est ouverte à 10 h 5.

Hommage à la mémoire de l'ancien Président de Cuba Fidel Castro

1. Au nom de la Commission, **le Président** rend hommage à la mémoire de l'ancien Président de Cuba Fidel Castro.

2. **M. Sánchez Azcué** (Cuba) exprime ses remerciements pour l'hommage rendu à la mémoire de l'ancien Président Fidel Castro.

Point 134 de l'ordre du jour : Budget-programme de l'exercice biennal 2016-2017 (suite)

Plan stratégique patrimonial de l'Office des Nations Unies à Genève (A/71/403, A/71/403/Corr.1 et A/71/622)

3. **M. Møller** (Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève), présentant le troisième rapport d'étape annuel du Secrétaire général sur le plan stratégique patrimonial de l'Office des Nations Unies à Genève (A/71/403 et A/71/403/Corr.1), dit que depuis son approbation par l'Assemblée générale dans sa résolution 70/248 A, le projet procède sans heurts en respectant le calendrier, les coûts et le cahier des charges établis. En septembre 2016, un prêt sans intérêt d'un montant de 400 millions de francs suisses a été approuvé par les parlements fédéral, cantonal et municipal compétents de Suisse, ce qui témoigne de l'appui solide du pays hôte pour le projet.

4. L'avant-projet détaillé a été achevé pour la phase 1, comprenant la construction du nouveau bâtiment permanent et la rénovation des bâtiments existants A et B1, et le dossier d'appel d'offres pour les premières activités de construction pour le nouveau bâtiment est presque achevé, les travaux devant commencer sur site au début de 2017. En s'appuyant sur les enseignements acquis dans le cadre de la mise en œuvre de stratégies de gestion souple de l'espace de travail à New York, des spécialistes indépendants entreprennent une étude sur les conditions d'occupation et d'utilisation de l'espace au Palais des Nations, qui devrait être achevée au cours du premier trimestre de 2017. Selon les enseignements tirés à New York, il sera essentiel d'accorder suffisamment de temps à la procédure de gestion du changement nécessaires à la mise en œuvre de stratégies de gestion souple de l'espace de travail, tout en veillant à ce que les modifications de conception nécessaires pour le nouveau bâtiment soient arrêtées avant que du nouveau mobilier ne soit commandé en 2018, afin d'assurer le respect de l'actuel calendrier des travaux de construction. Des

progrès ont également été accomplis sur l'accessibilité des bâtiments aux personnes handicapées.

5. Un solide mécanisme de gouvernance du projet, comprenant un conseil consultatif externe composé de six représentants régionaux et un comité directeur interne, a été créé. Ces organes ont tenu des réunions périodiques et leurs recommandations ont été prises en compte selon les besoins. Des services indépendants de gestion des risques ont également été retenus, qui ont permis à l'équipe du projet d'établir la réserve pour imprévus sur la base de l'analyse des risques, conformément aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes et aux enseignements tirés du plan-cadre d'équipement.

6. S'agissant du financement, les négociations visant à finaliser l'accord de crédit officiel entre l'Organisation et le pays hôte sont en cours et devraient être achevées à temps pour répondre aux besoins de financement du projet en 2017. L'Assemblée est de nouveau priée d'approuver une des trois options pour l'ouverture des crédits et la mise en recouvrement des contributions pour le projet (celles-ci étant effectuées en une seule fois au début du projet, échelonnées sur plusieurs années ou une combinaison des deux premières formules); de se prononcer sur la question de la monnaie de comptabilisation des crédits et contributions (dollar des États-Unis ou franc suisse); et d'ouvrir un compte spécial pluriannuel pour que le maître d'ouvrage ait la souplesse nécessaire pour gérer les ressources pendant la durée du projet. Des informations actualisées ont également été communiquées sur la manière dont les risques, qui pèsent sur les comptes de l'ONU tenus en francs suisses les taux d'intérêt négatifs, peuvent être atténués grâce à la gestion de la trésorerie et la négociation de seuils minimaux. Ces risques n'auraient cependant pas des incidences importantes sur les États Membres ou l'Organisation, car l'Office des Nations Unies à Genève et ses partenaires bancaires ont négocié un seuil élevé de dépôt minimum pour l'application des taux négatifs.

7. Comme l'Assemblée générale l'a demandé, le Secrétaire général étudie d'autres mécanismes de financement afin de réduire le montant global devant être mis en recouvrement auprès des États Membres. À cette fin, une étude détaillée sur la valorisation du potentiel des terres appartenant à l'Organisation des Nations Unies et d'autres actifs à Genève a été effectuée. Il a été décidé que 6 des 12 parcelles examinées, dont le Centre de formation de l'ONU, la Fondation de l'École internationale de Genève et la villa La Fenêtre, le Club international de tennis et l'École internationale de Genève, et Feuillantines,

présentent le plus fort potentiel de valorisation. Afin de renforcer ce potentiel, il est demandé à l'Assemblée d'approuver la création d'une équipe chargée de la valorisation, qui serait financée au moyen des recettes locatives actuelles, pour la période allant de 2017 à 2019. L'investissement à court terme nécessaire, relativement limité, fournira les capacités et les compétences requises pour entreprendre la tâche complexe et laborieuse de valorisation foncière, à même d'augmenter sensiblement les recettes pour les États Membres.

8. Pour réduire encore les coûts finals, un recueil de projets de types, échelles et coûts différents, qui seraient financés par des dons, a été élaboré, et le financement de donateurs privés et d'institutions est recherché pour couvrir les activités non financées. L'Office des Nations Unies à Genève a récemment reçu un don de la Chine pour transformer la salle de cinéma au Palais des Nations en salle de conférence à usages multiples, et a également reçu des dons de Monaco et de la République de Moldova. L'Organisation examine également à l'heure actuelle une proposition d'une fondation privée ayant son siège à Genève concernant la location sur le long terme de la parcelle Feuillantines.

9. Les activités de conception et de construction prévues pour la période 2016-2018 comprennent la publication d'un appel d'offres pour les travaux de construction et la sélection des entreprises chargées des travaux préparatoires et de la construction du nouveau bâtiment; l'achèvement de l'avant-projet détaillé et du dossier d'appel d'offres pour la rénovation des bâtiments existants et le démarrage des activités nécessaires pour sélectionner une entreprise chargée des travaux de construction correspondants à compter de 2018; l'élaboration et la réalisation des possibilités de valorisation; et des initiatives visant à attirer de nouveaux contributeurs. Enfin, l'Assemblée est priée d'autoriser le financement du plan stratégique patrimonial au moyen du fonds de roulement créé en application de l'article 4.2 du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies et du compte spécial pluriannuel proposé, selon les modalités d'ouverture des crédits et de mise en recouvrement arrêtées par l'Assemblée; et d'approuver la création d'un poste supplémentaire de fonctionnaire chargé des achats, qui serait financé dans les limites du budget approuvé.

10. **M. Sene** (Vice-Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), présentant le rapport correspondant du Comité consultatif (A/71/622), dit que, si aucune modification n'a été proposée pour l'ensemble du calendrier du projet, des changements l'ont été pour les différentes phases du projet. Le Comité consultatif ne doute pas que des renseignements supplémentaires seront fournis en la matière, notamment sur les répercussions potentielles des changements sur le calendrier de financement du projet.

11. Des explications insuffisantes ont été fournies concernant les modifications qu'il est proposé d'apporter aux différentes catégories de dépenses du budget global approuvé de 836,5 millions de francs suisses, en particulier pour la construction du nouveau bâtiment, la rénovation des bâtiments existants, la hausse des coûts et la réserve pour imprévus. Le Secrétaire général devrait fournir des informations supplémentaires à l'Assemblée à cet égard et à améliorer la présentation de ces informations dans les prochains rapports d'étape. Ayant noté que les modalités de calcul de la réserve pour imprévus a évolué depuis le début de la phase de planification et de développement, le Comité consultatif estime que, à mesure que le projet avance, une méthode conséquente d'estimation du montant de la réserve pour imprévus doit être utilisée dans un souci de responsabilité et de transparence.

12. S'agissant du financement, le Comité consultatif s'est dit préoccupé par le fait que, en raison de la révision à la hausse de 3,9 millions de francs suisses du montant estimatif des ressources nécessaires pour la construction du nouveau bâtiment, le prêt sans intérêt approuvé par le pays hôte pour les phases de construction et de rénovation ne couvre pas l'intégralité des coûts de construction. Il faut tout mettre en œuvre, par l'intermédiaire des mécanismes de gouvernance du projet pour éviter les dérapages de calendrier, les dépassements de coûts et les besoins de financement supplémentaire. Le Comité des commissaires aux comptes doit également assurer de manière suffisamment fiable les États Membres que les ressources allouées sont utilisées dans le meilleur intérêt de l'Organisation. Enfin, le Comité consultatif recommande de ne pas créer d'équipe spécialisée de valorisation foncière et recommande plutôt l'utilisation de services consultatifs d'experts à cette fin.

13. **M^{me} Wairatpanij** (Thaïlande), prenant la parole au nom du Groupe des 77 et de la Chine, souligne la nécessité d'apporter des améliorations aux installations des Nations Unies, y compris à l'Office des Nations Unies à Genève, dans le but d'améliorer la sécurité, la santé, le confort, l'accessibilité, l'adaptabilité et la modernisation. Elle se félicite de la coopération constante entre le Secrétaire général, le pays hôte et les autres parties prenantes à Genève pour assurer le succès de la mise en œuvre du plan stratégique patrimonial.

14. Elle note les informations actualisées sur la gouvernance du projet présentées par le Secrétaire général et les observations correspondantes du Comité consultatif, y compris sur les rôles et responsabilités respectifs du Comité directeur et du Conseil consultatif; le renforcement du mécanisme de gouvernance du projet permettrait de garantir la mise en œuvre du projet dans le respect du calendrier et du budget approuvés, tels qu'établis par l'Assemblée générale dans sa résolution 70/248 A. Alors que des progrès ont été accomplis avec l'achèvement de l'avant-projet détaillé de la phase 1 et des mesures préliminaires visant à éliminer les obstacles auxquels se heurtent les personnes handicapées, il n'existe toujours pas de solution optimale pour l'accessibilité extérieure. Le Groupe s'inquiète de l'impact potentiel sur le coût du projet et le calendrier de l'augmentation de 10 mois de la durée totale des travaux pour le nouveau bâtiment, en raison de la poursuite des études techniques et des besoins accrus de préparation du site, et il demandera un complément d'information à ce sujet. De plus, le Comité des commissaires aux comptes doit régulièrement donner des assurances aux États Membres de la solidité du dispositif de gouvernance, des contrôles internes, des pratiques de gestion et de l'utilisation des ressources conformément aux objectifs déclarés. Ayant à l'esprit les vues du Comité des commissaires aux comptes sur les prévisions de dépenses pour les grands projets d'infrastructure, le Groupe cherchera à obtenir des éclaircissements sur les modifications qu'il est proposé d'apporter aux prévisions de dépenses relatives au projet.

15. En ce qui concerne la réserve pour imprévus, le Groupe a réaffirmé sa position telle qu'elle figure dans la résolution 70/248 A de l'Assemblée générale, à savoir que les montants non utilisés peuvent être reportés d'une année sur l'autre et que tous les

montants non utilisés seront restitués aux États Membres une fois le projet terminé. Lors des consultations officieuses, le Groupe demandera des informations supplémentaires sur l'utilisation de la réserve pour imprévus et les futures estimations afin d'éviter les risques.

16. L'oratrice se félicite du prêt approuvé par le pays hôte pour financer le projet et a pris note des détails fournis par le Secrétaire général concernant les autres mécanismes de financement, y compris la valorisation des terrains appartenant à l'ONU, les dons, les revenus futurs potentiels et des subventions et des incitations liées à l'énergie. De plus, le Groupe apprécie les dons préaffectés reçus et ne doute pas que le Secrétaire général continuera d'encourager le versement de contributions volontaires en conformité avec les règles et règlements pertinents. Il devrait aussi s'efforcer d'empêcher que des taux d'intérêt négatifs ne soient appliqués aux avoirs en devises de l'Organisation afin d'éviter des pertes potentielles. Enfin, en s'appuyant sur les enseignements tirés d'autres projets d'équipement, il convient de s'efforcer d'éviter les dépassements de coûts et de suivre les progrès sur une base continue pour faire en sorte que le projet soit achevé conformément au calendrier et au budget établis.

17. **M^{me} Grant** (Observatrice de l'Union européenne), prenant la parole également au nom de l'Albanie, du Monténégro, de la Serbie, de l'ex-République yougoslave de Macédoine et de la Turquie; de la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association; ainsi que de la Géorgie et de la République de Moldova, dit que le plan stratégique patrimonial est un projet historique qui rendra le campus de Genève plus adapté à sa finalité et améliorera et rendra plus sûres les conditions de travail du personnel, tout en offrant la possibilité d'appliquer les enseignements tirés des récents projets de construction. Elle se félicite des progrès réalisés dans les phases initiales du projet, ainsi que de sa mise en œuvre conformément aux objectifs convenus et au calendrier d'ensemble et aux coûts globaux.

18. Compte tenu de la complexité et de l'ampleur du projet, une solide gouvernance sera essentielle. Notant le retard enregistré vis-à-vis du calendrier, elle souligne qu'il est nécessaire que le Comité directeur et le Comité des commissaires aux comptes assurent un suivi efficace des progrès accomplis, et qu'il soit procédé parallèlement à une gestion indépendante des

risques. L'Union européenne se félicite des efforts entrepris pour promouvoir l'accessibilité des personnes handicapées, ainsi que du plan visant à lancer un programme pilote de stratégies de gestion souple de l'espace de travail à Genève, en vue de renforcer l'utilisation de l'espace et d'améliorer les conditions de travail des fonctionnaires.

19. S'agissant du financement, sa délégation remercie le Gouvernement suisse d'avoir approuvé l'enveloppe de prêts et elle a hâte d'examiner les options de financement proposées par le Secrétariat, y compris l'ouverture d'un compte spécial pour le projet, ainsi que les options pour la monnaie qui servira au calcul des crédits à ouvrir et des montants à mettre en recouvrement. Les décisions finales doivent être adoptées sur ces questions au cours de la session en cours pour éviter des difficultés susceptibles d'être préjudiciables aux travaux de construction et à la gestion du projet. Il est important de dresser la liste des possibilités de valorisation foncière à Genève, une tâche qui exige des compétences particulières, et d'utiliser les avantages financiers correspondants directement en vue de réduire les montants mis en recouvrement au titre du projet. Dans le même temps, les décisions prises par l'Assemblée devraient être guidées par la nécessité de préserver ses intérêts sur le long terme en ce qui concerne les valeurs immobilières à Genève; l'oratrice est convaincue qu'il est possible de trouver des solutions qui concilient ces impératifs.

20. **M^{me} Norman Chalet** (États-Unis d'Amérique) dit que le plan stratégique patrimonial doit être bien géré et exécuté conformément aux instructions données par l'Assemblée générale, notamment en ce qui concerne la gestion souple de l'espace de travail, et conformément au calendrier et au budget établis. Elle attend avec intérêt les débats sur les différents aspects du projet, en particulier le financement, dont l'examen a été reporté lors de la précédente session en raison de la nécessité de disposer de plus de moyens de réduire la charge qui pesait initialement sur les États Membres et les mises en recouvrement qui en découlent.

21. Les efforts déployés par le Secrétaire général en vue d'étudier d'autres options de financement, y compris la valorisation foncière, sont louables, mais l'oratrice est déçue par les informations fort limitées fournies au sujet des constatations et conclusions de l'étude et elle demande un complément d'information sur les montants estimatifs du produit de la vente et de la location des différents biens, réaffirmant que les

recettes ainsi tirées devraient être utilisées pour couvrir les coûts du projet. Elle remercie le Gouvernement suisse pour son prêt sans intérêt, qui réduira le fardeau qui pèse sur les États Membres mais qui doit néanmoins être remboursé, essentiellement au moyen de mises en recouvrement auprès des États Membres. Elle accueille également avec satisfaction les informations fournies sur les dons et les revenus locatifs et attend avec intérêt de recevoir des informations actualisées sur les gains nets retirés de ces revenus. Enfin, elle demande un complément d'information sur les efforts faits pour incorporer les stratégies de gestion souple de l'espace de travail dans les activités de conception et de construction au Palais des Nations et dans d'autres bâtiments à l'Office, soulignant qu'il importe d'accroître la souplesse et la capacité du lieu de travail au Palais des Nations tout en préservant les caractéristiques historiques du bâtiment.

22. **M. Lauber** (Suisse) rappelle qu'en 2015 l'Assemblée générale a approuvé le cahier des charges et le calendrier du projet, et un montant estimatif maximum de 836,5 millions de francs suisses, autorisant ce faisant le commencement des travaux de rénovation et de construction. Il se félicite des progrès accomplis à cet égard et encourage le Secrétaire général à faire en sorte que le projet continue de se dérouler conformément au calendrier, tout en notant avec satisfaction l'accord intervenu entre l'Office des Nations Unies à Genève et son partenaire bancaire, qui a réglé la question des taux d'intérêt négatifs.

23. Le plan stratégique patrimonial est un investissement dans l'avenir de l'Organisation des Nations Unies qui permettra à l'Organisation de s'acquitter de ses mandats de manière plus efficace et rationnelle. La rénovation du Palais des Nations se traduira par des économies annuelles substantielles pour l'Organisation et ses États Membres, notamment en réduisant les frais d'entretien et d'électricité, en éliminant des coûts et en créant un lieu de travail moderne et plus efficace. D'autres sources de financement, y compris le prêt approuvé par son gouvernement et les revenus tiré de la valorisation foncière, permettront de réduire encore les coûts. Le projet assurera également un environnement moderne, attrayant et sûr au personnel, aux représentants et aux visiteurs dans le Palais des Nations en améliorant les infrastructures vétustes et en supprimant les obstacles pour les personnes handicapées.

24. En s'appuyant sur les enseignements tirés du plan-cadre d'équipement, l'Assemblée devrait convenir des modalités de financement pour le projet au cours de la présente session afin d'éviter d'entraîner des retards et des dépenses supplémentaires et de décourager le personnel, les partenaires, les entrepreneurs et les investisseurs et les donateurs potentiels.

Point 142 de l'ordre du jour : régime des pensions des Nations Unies (A/71/5/Add.16, A/71/9, A/71/397 et A/71/621; A/C.5/71/2)

25. **M^{me} Boykin** (Représentante du Secrétaire général pour les investissements de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies), présentant le rapport du Secrétaire général sur les investissements de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et mesures prises pour les diversifier davantage (A/C.5/71/2), dit qu'en 2014 et 2015 la Caisse n'a pas atteint son objectif de rendement des placements, un taux de rendement réel de 3,5 %, mais a fait des progrès encourageants vers cette cible en 2016. Au 25 novembre 2016, la performance nominale du portefeuille pour l'année en cours s'établissait à 3,82 %. Le rendement nominal est égal au taux de rendement réel plus l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation des États-Unis. Avec l'actuel taux d'inflation égal à environ 2 % par an, l'objectif de rendement nominal pour 2016 est de l'ordre de 5,5 %, plus prudent que l'objectif de 7,5 % pour la moyenne des grands fonds de pension publics des États-Unis, comme indiqué dans l'étude 2016 *Milliman Public Pension Funding Study*. L'objectif de rendement de 3,5 % n'est pas atteint chaque année, mais la Caisse a atteint l'objectif d'un point de vue historique, comme en témoigne l'état de financement de 100,9 % au 31 décembre 2015, supérieur au pourcentage global de capitalisation des grands fonds de pension publics des États-Unis au 30 juin 2016, qui est de 69,8 % en moyenne, comme indiqué dans l'étude Milliman, ce qui en fait l'une des meilleures caisses de retraite du monde.

26. Le rendement nominal est comparé à l'objectif de référence, un indicateur à court terme du succès de la Caisse. Une étude du rendement nominal de la Caisse au cours des 22 années précédentes a révélé que celui-ci a été supérieur à l'objectif de référence (plus 10 points de base) en 2015, mais la Caisse n'a pas atteint l'objectif fixé en 2015 et ne va pas non plus l'atteindre

en 2016, le cycle de marché au cours des trois premiers trimestres de 2016 étant favorable à une gestion passive du portefeuille d'actions et non à la stratégie de gestion active de la Caisse. À ce propos, la Caisse a mené une étude supplémentaire en 2016, qui a confirmé que sa performance était conforme à celle d'autres fonds gérés activement, et il y a des signes qui laissent entrevoir une possibilité de passage à un nouveau cycle favorable à des stratégies actives. De plus, alors que la valeur de réalisation totale des actifs de la Caisse s'élevait à 53,89 milliards de dollars au 25 novembre 2016, soit environ un milliard de dollars de plus que la valeur enregistrée au 31 décembre 2014, elle est actuellement supérieure à son objectif de préservation du capital.

27. Après l'achèvement de l'étude de modélisation actif/passif le 1^{er} août 2015, l'objectif de référence a été actualisé pour tenir compte des nouvelles pondérations cibles pour chaque classe d'actifs. La déclaration sur la politique d'investissement de la Caisse a été modifiée en 2015 pour tenir compte de la nouvelle politique de répartition des actifs et a été par la suite mise à jour en 2016. Comme 90 % du rendement d'un régime de retraite sont généralement attribués à sa politique de répartition des actifs, la Caisse est proche de la réalisation les pondérations cibles.

28. Au cours de l'exercice biennal 2014-2015, la Caisse a augmenté ses allocations aux pays en développement conformément à ses quatre grands critères qui régissent les investissements. Elle a également amélioré son image dans le domaine des investissements à impact environnemental ou social ou favorable à la gouvernance, en mettant l'accent sur les changements climatiques et, pour l'année 2015, elle a reçu un « A » à la fois de l'initiative Principes pour l'investissement responsable et de l'organisation Asset Owners Disclosure Project.

29. Conformément à la résolution 70/248, la Caisse a mis en œuvre une politique de lutte contre la fraude et la corruption relatives à l'investissement applicable à tous les fonctionnaires de la Division de la gestion des investissements. La politique complétera le dispositif de lutte contre la fraude et la corruption (ST/IC/2016/25) et les résolutions de l'Assemblée générale contre la fraude et la corruption, ainsi que la Convention des Nations Unies contre la corruption.

30. Suite à la récente démission d'un membre du Comité des placements, des efforts sont en cours pour identifier un remplaçant adéquat, ainsi que d'autres membres du Comité, en mettant l'accent sur la diversité géographique et l'équilibre entre les sexes. Enfin, l'oratrice, soulignant son obligation fiduciaire d'agir dans l'intérêt des participants et des bénéficiaires de la Caisse tout en préservant ses actifs, dit que, malgré les prévisions de volatilité des marchés dans un avenir proche, la Caisse est bien placée et l'objectif de rendement actuel de 3,5 % demeure un objectif approprié.

31. **M. Mkumba** (Président du Comité des opérations d'audit du Comité des commissaires aux comptes), présentant le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur le rapport financier et les états financiers vérifiés de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies pour l'année terminée le 31 décembre 2015 (A/71/5/Add.16), dit que le Comité des commissaires aux comptes a émis une opinion sans réserve sur les états financiers de la Caisse pour l'année terminée le 31 décembre 2015, qui donnent une image fidèle de la situation financière de la Caisse ainsi que du résultat des opérations financières et des flux de trésorerie de l'année terminée à cette date, conformément aux normes IPSAS. La Caisse est en mesure de s'acquitter de ses obligations; toutefois, la diminution de ses rendements au cours des deux années précédentes a eu des incidences négatives sur sa performance à court terme et pourrait entraver la réalisation de l'objectif à long terme qui est son financement intégral. Au 31 décembre 2015, l'actif net disponible pour le versement des prestations était de 52 milliards de dollars. Le montant total des recettes en 2015 s'est élevé à 1,81 milliard de dollars et le montant total des charges à 2,42 milliards de dollars, ce qui représente une diminution de 617 millions de dollars en actifs nets en 2015, contre une augmentation de 1,41 milliard de dollars en 2014.

32. Des postes de haut niveau, y compris ceux de directeur de la Division de la gestion des investissements, de directeur adjoint chargé des investissements, de directeur adjoint chargé du contrôle des risques et de la conformité et de responsable des opérations, étaient vacants en 2015. Les postes de haut niveau vacants de longue date nuisent à la performance et à la stratégie d'investissement de la Caisse, aboutissent à la centralisation des responsabilités et à la surcharge de travail des administrateurs, et ils

risquent de compromettre la séparation des fonctions et de réduire l'efficacité, en particulier parce que les postes en question sont essentiels à la prise de décisions. Pour gérer les actifs de la Caisse, un plan d'organisation de la relève bien défini devrait être mis en œuvre pour faire en sorte que les postes vacants soient pourvus rapidement. Le taux de rendement réel corrigé de l'inflation des investissements en 2015 a été de -1,7 % contre 2,4 % en 2014, si bien que ces deux années la Caisse n'a pas atteint l'objectif à long terme d'un taux de rendement réel annuel de 3,5 % après correction par l'indice des prix à la consommation des États-Unis. Le revenu des investissements a diminué de 5,26 milliards de dollars en 2014 et de 2,12 milliards de dollars en 2015. Il est évident que l'exposition à la volatilité des taux de change pourrait réduire le rendement des investissements, voire entraîner une érosion du capital. Les importantes pertes de change de la Caisse – 1,49 milliard de dollars en 2015 et 1,96 milliard de dollars en 2014 – ont contribué à la perte sur investissements nette de 458,26 millions de dollars en 2015. Le Comité recommande que la Caisse aborde la question de l'exposition au risque de change et atténue les pertes de change. Les directives régissant la sélection et l'évaluation des gérants de portefeuille n'ont pas été arrêtées définitivement depuis la décision de 2011 de considérer cela comme une décision d'investissement plutôt que comme une opération d'achat. En l'absence de directives, la Caisse pourrait être amenée à renouveler les contrats conclus avec les gérants de portefeuille existants et à laisser passer l'occasion de recruter de meilleurs gérants en négociant des conditions plus favorables.

33. La Caisse n'a pas transféré toutes ses données dans le nouveau Système intégré d'administration des pensions ni mis au point des indicateurs de résultat clefs pour évaluer l'exactitude et la rapidité du traitement dans le Système. Bien que la plupart des demandes reçues des clients en 2014 et 2015 aient été traitées, la Caisse ne dispose pas de données quant au nombre d'entre elles qui ont été réglées et ne distingue pas entre les demandes d'ordre général et les plaintes. Pour faire en sorte que les clients soient satisfaits, la Caisse doit mettre en place un système solide pour répondre aux demandes et aux plaintes. Le Comité des commissaires aux comptes a vérifié les délais de traitement des prestations pour les 98 dossiers relatifs à des décès en cours d'emploi et un échantillon de 4 413 départs à la retraite et cessations de service traités par le Système intégré d'administration des pensions, après

réception des documents qui doivent être obligatoirement transmis. Seulement 14 % des dossiers relatifs à des décès en cours d'emploi ont été traités dans le délai de référence de 15 jours, tandis qu'il a fallu entre 16 jours et plus d'un an pour traiter 85 % des dossiers. En ce qui concerne l'échantillon de départs à la retraite et de cessations de service, 8 % seulement des dossiers ont été traités dans le délai de référence de 15 jours et il a fallu entre 16 jours et plus d'un an pour traiter 91 % des dossiers. Des retards sont intervenus dans la soumission des documents de cessation de service par les organisations affiliées, et le Comité a recommandé que la Caisse collabore avec ces organisations afin d'assurer la réception en temps voulu des dossiers et des documents.

34. Au 31 décembre 2014, sur les 12 recommandations formulées par le Comité, seulement 3 (25 %) avaient été appliquées intégralement, 7 (58,33 %) étaient en cours d'application et 2 (16,67 %) n'avaient pas été appliquées. La Caisse a accepté l'ensemble des 17 recommandations formulées par le Comité dans son rapport.

35. **M. Dooley** (Secrétaire adjoint du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies), présentant le rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies sur la suite donnée aux recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport sur la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies pour l'année terminée le 31 décembre 2015 ([A/71/397](#)), dit que le rapport contient des informations qui complètent les observations transmises par le Comité mixte au Comité des commissaires aux comptes et figurant dans le rapport final que celui-ci a consacré à la Caisse; des informations sur l'état de la mise en œuvre des recommandations du Comité des commissaires aux comptes et le rang de priorité accordé à chaque recommandation; et un point sur les recommandations du Comité se rapportant à des exercices antérieurs dont le Comité considère qu'elles n'ont pas été intégralement appliquées. L'opinion sans réserve du Comité sur les états financiers de la Caisse pour l'année terminée le 31 décembre 2015 est la quatrième opinion consécutive de ce type émise depuis l'introduction des normes IPSAS. La Caisse applique les 17 recommandations du Comité des commissaires aux comptes pour 2015. Une évaluation indépendante

présentée au Comité mixte par un consultant externe en juillet 2016 a conclu que le Système intégré d'administration des pensions, qui couvre 72 000 bénéficiaires dans 190 pays, est pleinement opérationnel, complet, exact et cohérent, a considérablement réduit les risques opérationnels et les risques liés à l'informatique, et améliorera la communication avec les 23 organisations membres de la Caisse et l'accès des participants et des retraités à l'information et aux services en ligne.

36. Depuis le début de 2016, le nombre de nouveaux dossiers de cessation de service a fortement augmenté en raison de la réduction des effectifs des opérations de maintien de la paix et du meilleur respect des délais de soumission des documents par les entités concernées. Le Comité mixte reconnaît les effets préjudiciables sur les nouveaux retraités des retards intervenus dans le versement des prestations, qui ont de nombreuses causes, et appuie les efforts faits par la Caisse pour améliorer le traitement des dossiers et des services aux clients et la communication, efforts qui répondent aux préoccupations du Comité des commissaires aux comptes. Le Comité consultatif, dans son rapport correspondant ([A/71/621](#)), a appuyé les mesures destinées à garantir le respect des délais fixés aux fins du traitement des prestations. Le Comité mixte a décidé d'approuver des ressources additionnelles pour l'exercice biennal 2016-2017 pour la création de 20 emplois de temporaire (autres que pour les réunions) pour faire face à la forte augmentation du nombre des dossiers, gérer le projet d'étude de l'ensemble de la première phase de la procédure de versement des prestations et de renforcer les activités de communication et d'information de la Caisse. Le nombre de dossiers reçus par la Caisse en 2016 devrait dépasser le nombre reçu en 2014 de 42 %, et cette augmentation devrait se poursuivre au cours des prochaines années. Pour traiter les 4 000 dossiers supplémentaires reçus en 2016, le Comité mixte a appuyé la proposition de la Caisse visant à créer une équipe chargée des versements de départ au titre de la liquidation des droits, et des équipes chargées de traiter les questions d'assurance qualité et les pensions de réversion et d'invalidité. Elle a renforcé l'établissement des rapports, amélioré son site Web, ouvert un centre d'appels pilote pour les services à la clientèle, fourni un appui sur place à des missions en Afrique, conduit une étude de l'ensemble de la procédure, de la cessation de service au versement des prestations, conjointement avec les organisations

affiliées et offert l'option de paiements anticipés aux nouveaux retraités lorsque le délai nécessaire pour établir leurs prestations était supérieur à trois mois après la réception par la Caisse des documents requis. La Caisse renforce sa gouvernance et ses opérations conformément aux mandats que lui ont confiés le Comité mixte et l'Assemblée générale. L'Assemblée, en plus de fournir des orientations et d'approuver les objectifs et les stratégies du Comité mixte, devrait également fournir à la Caisse des ressources suffisantes pour s'acquitter de son mandat et mettre en œuvre les décisions de ses organes directeurs et les recommandations du Comité des commissaires aux comptes.

37. **M. Sene** (Vice-Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), présentant le rapport correspondant du Comité consultatif (A/71/621), dit que le Comité consultatif prévoit que les propositions de la Caisse, qui incluent la réalisation d'une étude de l'ensemble de la procédure de versement des prestations et la mise en place d'un réseau de points de contact dans les organisations membres, produiront des résultats mesurables et des solutions rapides aux problèmes signalés par le Comité des commissaires aux comptes, qui ont retardé le versement des prestations. S'agissant de la proposition du Comité mixte tendant à créer 20 emplois de temporaire pour faire face à l'augmentation du nombre des dossiers de cessation de service qui a résulté de la réduction des effectifs des missions de maintien de la paix en 2015 et 2016, l'augmentation aurait pu être prévue et la création de 9 emplois de temporaire devrait être suffisante pour faire face à la charge de travail supplémentaire. Le Comité consultatif recommande de ne pas approuver la création de deux postes P-5 de spécialiste de la communication (hors classe) et d'analyste de la gestion (hors classe), pour lesquels la justification présentée est insuffisante. Un complément d'information sur les incidences de la proposition visant à ce que la Caisse effectue un versement provisoire lorsque le traitement des prestations est retardé doit être communiqué à l'Assemblée générale dès que possible afin qu'elle puisse prendre une décision éclairée sur la question.

38. Des efforts doivent être faits pour atteindre l'objectif sur le long terme d'un taux de rendement réel annuel de 3,5 % des investissements de la Caisse, qui n'a pas été atteint en 2015 en raison de pertes de change résultant de l'appréciation du dollar par rapport

à d'autres monnaies. Le Comité consultatif se félicite des efforts faits pour diversifier les investissements en tenant compte des critères de sécurité, de rentabilité, de liquidité et de convertibilité. Il réitère ses préoccupations concernant le nombre élevé de postes vacants à la Division de la gestion des investissements et exhorte la Caisse à pourvoir tous les postes vacants dans les meilleurs délais.

39. **M^{me} Wairatpanij** (Thaïlande), prenant la parole au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit qu'au cours de l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2015, le nombre de participants actifs à la Caisse a augmenté de 5,5 %, s'élevant à 126 892, et le nombre de participants retraités et bénéficiaires a augmenté de 2,1 %, pour s'établir à 71 474. Des mesures doivent être prises d'urgence pour s'attaquer aux causes des retards intervenant dans le versement des prestations, notamment au moyen de l'informatique. Les organes intergouvernementaux des organisations participantes doivent faire en sorte que les demandes d'indemnisation soient présentées et traitées en temps voulu et que les cadres soient tenus de rendre des comptes s'ils ont contribué aux retards. En ce qui concerne la demande de 20 emplois de temporaire, le Groupe étudiera les détails de chaque proposition et la justification de l'effectif demandé. Il a hâte de recevoir des informations supplémentaires sur les modifications des Statuts de la Caisse relatives aux questions médicales, y compris la pratique optimale de fonds de pension similaires, l'application prévue des mécanismes et les avantages escomptés concernant le fonctionnement de la Caisse.

40. L'évaluation actuarielle au 31 décembre 2015 a révélé un excédent de 0,16 %, en partie du fait de la décision de l'Assemblée générale, énoncée dans sa résolution 67/257, de porter l'âge de départ normal à la retraite de 62 à 65 ans pour les nouveaux fonctionnaires à compter du 1^{er} janvier 2014. Le Groupe a noté le succès de la mise en œuvre du Système intégré d'administration des pensions et a encouragé les efforts visant à régler les problèmes restants à titre prioritaire, en tenant compte des observations et recommandations formulées par le Comité consultatif et le Comité des commissaires aux comptes. Bien que dans sa résolution 68/247 B, l'Assemblée générale ait prié le Secrétaire général de faire figurer, dans ses prochains rapports sur les investissements de la Caisse, des informations sur les résultats obtenus par son représentant dans l'exercice

de ses fonctions, le dernier rapport sur cette question (A/C.5/71/2) ne comprend pas de telles informations. Le Groupe demandera des informations sur la question, y compris les dispositions prises en vue d'évaluer le représentant. Il prend note des informations concernant l'évaluation de l'Administrateur et attend avec intérêt de bénéficier des travaux du Groupe d'évaluation.

41. La diminution du taux de rendement des investissements et des revenus des investissements en 2014 et 2015 a nui à la performance de la Caisse et risque de l'empêcher d'être intégralement financée. Compte tenu du fait que, dans sa résolution 70/248, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de tout faire pour améliorer les résultats des investissements de la Caisse, le Groupe a demandé des informations supplémentaires sur les mesures prises pour remédier à la contre-performance de la Caisse et au non-respect de l'objectif à long terme d'un taux de rendement réel annuel de 3,5 %. Le Groupe demandera des explications concernant le fait que les postes de directeur de la Division de la gestion des investissements, de directeur adjoint chargé des investissements, de directeur adjoint chargé du contrôle des risques et de la conformité et de responsable des opérations n'aient pas été pourvus, ce qui a créé un vide au niveau de la direction et peut avoir contribué aux mauvais résultats des investissements de la Caisse, et il s'efforcera de déterminer qui est responsable. Il demandera des informations détaillées au sujet du projet de diversification des investissements de la Caisse dans les pays en développement et des pays en transition, en tenant compte des critères de sécurité, de rentabilité, de liquidité et de convertibilité et de la volatilité des marchés.

42. La présentation distincte à l'Assemblée générale du rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les états financiers de la Caisse pour 2016 aidera l'Assemblée à assumer ses responsabilités en matière de contrôle. La Caisse devrait mettre en œuvre les recommandations du Comité, notamment celles qui ont trait à la gestion des ressources humaines, aux investissements et au versement des prestations dans les délais prescrits, et devrait appliquer la politique de lutte contre la fraude et la corruption, en tenant compte des observations et recommandations du Comité. Le contrôle interne de la Caisse, qui devrait être renforcé, doit être assuré par le Bureau des services de contrôle interne plutôt que par une nouvelle entité ou des consultants externes.

43. **M^{me} Pilleri** (Observatrice de l'Union européenne) dit que la Caisse devrait atténuer les effets négatifs qu'ont sur les retraités les retards intervenant dans le versement des prestations de retraite, qui s'expliquent par les problèmes rencontrés en matière de soumission des documents par les organisations membres et de traitement des demandes et éviter que la situation ne se reproduise en améliorant les processus-métiers et la planification prévisionnelle. Sa délégation prend note des recommandations du Comité consultatif, notamment en ce qui concerne l'étude de bout en bout de la procédure suivie, et prie instamment l'Assemblée générale de prévenir que d'autres retraités ne soient affectés. La Caisse a pour devoir principal de faire en sorte que des avoirs suffisants soient disponibles pour servir des prestations de retraite et d'autres prestations aux fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et aux autres organisations affiliées, mais en 2014 et 2015, elle n'a pas réussi à atteindre le taux de rendement réel annuel de 3,5 % et ses revenus d'investissements ont diminué. Sa délégation demandera des informations sur la façon dont le Secrétaire général remplira son obligation fiduciaire vis-à-vis des participants à la Caisse, notamment en faisant en sorte que les postes vacants à la Division de la gestion des investissements soient pourvus en temps voulu.

44. **M^{me} Norman Chalet** (États-Unis d'Amérique) dit que la Caisse des pensions est essentielle pour les membres du personnel du système des Nations Unies et leur famille. Une caisse qui fonctionne bien, avec des mesures de transparence et de contrôle fiables, est également importante pour les États Membres, et la structure de gouvernance de la Caisse, y compris le Comité mixte et le Comité des placements, est donc essentielle. Sa délégation remercie le Comité des placements pour ses avis sur les investissements et accueille avec satisfaction le rapport du Comité mixte (A/71/397). L'excédent actuariel de la Caisse, qui s'explique par le relèvement à 65 ans de l'âge du départ à la retraite, est particulièrement encourageant par rapport au déficit constaté dans la précédente évaluation actuarielle. Sa délégation prend note des efforts visant à atteindre un taux de rendement réel annuel de 3,5 %; les principes régissant l'investissement des avoirs de la Caisse devraient être appliqués et les postes de direction vacants devraient être pourvus dans les meilleurs délais.

45. La Caisse devrait consacrer une attention soutenue au retard intervenant dans le versement des prestations et pensions, qui a des incidences financières importantes sur les fonctionnaires retraités et leur famille. L'oratrice demande un complément d'information concernant les incidences du projet de versement provisoire au titre des prestations et attend avec intérêt les résultats de l'examen de la question par le Bureau des services de contrôle interne et de l'étude de l'ensemble de la procédure. La Caisse devrait tenir compte des enseignements tirés des examens pour anticiper les hausses importantes du nombre de demandes de prestations et traiter ces demandes dans les délais prescrits. Sa délégation juge encourageantes les mesures prises par la Caisse pour donner suite aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes. La Caisse devrait exercer un contrôle régulier de la gestion des risques liés aux investissements et examiner les valeurs dont les résultats sont décevants, établir un système permettant de répondre aux demandes et aux réclamations de ses clients, et surveiller la qualité de son service client.

Point 139 de l'ordre du jour : Gestion des ressources humaines (suite)

Application au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies du nouvel ensemble de prestations des organisations appliquant le régime commun (A/C.5/71/L.5)

Projet de résolution A/C.5/71/L.5 : Application au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies du nouvel ensemble de prestations des organisations appliquant le régime commun

46. *Le projet de résolution A/C.5/71/L.5 est adopté.*

La séance est levée à 11 h 40.